



9^e CONGRÈS AMIENS. 1974 Contribution au débat



Tribune Socialiste n° 634 du 15 novembre 1974. Pages 6 et 7

André Barjonet (Secrétaire National), Guy David (SF 61), Jacques Galaup (SF 22), Pascal Gollet (RP, DPP), Gilbert Hercet (RP, DPP), Jean-Claude Hubi (95), Bernard Nectoux (44, DPP), Bertrand Verdier (Midi-Pyrénées, DPP)H

ouvrir le psu pour le dépasser

Après sept ou huit mois de débats difficiles, le IX^e Congrès du PSU doit permettre de relancer notre organisation. Le IX^eme Congrès doit être un Congrès démystificateur, institutionnel et stratégique. Démystificateur, il doit permettre de dépasser les positions de départ d'Orléans, nécessairement simplifiées par l'enjeu du débat tel qu'il nous était présenté par le courant Chapuis-Rocard. Institutionnel, il doit permettre, d'une part de dépoussiérer les structures, et, d'autre part, d'ouvrir la voie à leur modification sérieuse afin de les mettre en accord avec la pratique. Stratégique, il doit prendre date pour permettre au parti de répondre aux échéances à venir (développement de l'unité populaire).

C'est dans cet esprit que nous présentons cette contribution au débat.

1 - Au conseil national d'octobre 1974, le PSU a affirmé avec force la volonté de préserver son autonomie politique et organisationnelle. Non par un quelconque patriotisme de parti, mais parce qu'il sait qu'il constitue aujourd'hui un instrument important de la lutte des classes. Il est devenu sujet actif des luttes sociales, il commence à jouer un rôle d'intellectuel collectif capable d'offrir des perspectives au mouvement populaire, il tend à devenir un pôle de référence du courant autogestionnaire. Il affirme qu'il doit préserver ces acquis.

2 - Pourtant, le PSU n'est que l'ébauche de la force

révolutionnaire dont l'autogestion a besoin. Il doit donc tendre à se dépasser et contribuer à la construction du parti de masse nécessaire à la construction du socialisme.

Certains voient la possibilité d'un tel dépassement dans la constitution d'une force ayant pour axe le Parti Socialiste. C'est le projet de création du « Parti des socialistes », affirmé dans les Assises du Socialisme. Ce projet fait l'impasse sur les principales questions posées aujourd'hui au mouvement ouvrier :

— L'existence majoritaire dans la classe ouvrière de la stratégie d'union du peuple de France, proposée par le PCF et la CGT :

● Comment résoudre la contradiction entre la volonté de constituer des alliances allant le plus loin possible (PME, etc.), ce qui nécessite évidemment des compromis importants, et la nécessité de placer ces alliances sous la direction de la classe ouvrière ?

● Comment, par ailleurs, se situer dans la problématique du « rééquilibrage » de la gauche ? La stratégie du PS traduit, en fait, l'adhésion à l'idée d'une « gauche non communiste », définie négativement et censée prendre un poids équivalent au PCF, à un moment où nous affirmons au contraire qu'une troisième voie, celle du socialisme autogestionnaire, est aujourd'hui indispensable au sein de l'unité populaire.

— La volonté de la direction social-démocrate du PS de transformer celui-ci en un parti multiforme, allant des gauchistes jusqu'aux modernistes libéraux, outil axé prioritairement sur la préparation des présidentielles.

— Le fait que, dans la période de crise que nous vivons, se réaffirme la primauté des luttes dans le secteur de la production, comportant l'intervention de nouvelles couches sociales (jeunes, chrétiens radicalisés...) ; cela ne signifiant du reste pas que la lutte sur les « fronts secondaires » (écologie, minorités nationales etc..) ait perdu *de* son importance politique.

— L'existence au sein du mouvement ouvrier du

syndicalisme révolutionnaire (principalement au sein de la CFDT), qui pose la question de la liaison parti-syndicat de façon originale, car le syndicat prend largement en charge le dépassement de l'action syndicale en lui donnant une dimension politique ; il faut donc inventer des liens nouveaux parti-syndicat, et non se contenter de la réponse classique « au parti son syndicat, au syndicat son parti ».

La transformation du PS en un vaste parti multiforme à visée présidentielle, fédérant des notables, des adhérents passifs venus sur le nom de F. Mitterrand et des groupes militants à l'intervention la plus diversifiée, permettra certes à celui-ci de tenir souvent un langage plus « à gauche », voire un langage autogestionnaire. Mais elle interdit, dans la période présente, toute véritable mutation des forces ainsi fédérées, en ce qu'elle suppose absolument leur cohabitation, et non leur dépassement. Le Parti des socialistes peut, à la rigueur, devenir une authentique organisation social-démocrate, disposant d'un relais organique avec le monde du travail, il ne peut être l'ébauche de la force révolutionnaire dont l'autogestion a besoin.

Par ailleurs, refusant de fonder l'action socialiste sur les objectifs concrets pour lesquels lutte la classe ouvrière, et sur les modifications immédiates de la propriété sociale, les modernistes du PS (et une partie de ceux des camarades du PSU qui s'appêtent à les rejoindre) la fondent sur un projet de société d'une approche étonnamment proudhonienne. Les récents articles de Michel Rocard font craindre, de ce point de vue que, s'écartant d'une stratégie de classe s'attaquant frontalement aux structures même de la société capitaliste, on en vienne à une politique d'aménagement et de nationalisation. La volonté d'introduire plus de justice sociale et moins de gaspillage économique ne saurait se substituer à une stratégie visant à une modification fondamentale des rapports sociaux de production. Il faut ici prendre garde de surcroît aux importantes capacités qu'a la bourgeoisie industrielle moderne de récupérer ce type de « socialisme ».

Il reste que la question du PS se pose pour nous de façon spécifique, et cela pour trois raisons : il risque d'occuper sur la scène politique l'espace du socialisme autogestionnaire ; il attire à lui des militants qui sont potentiellement partie intégrante de la force que nous voulons construire ; il entretient des relations

privilegiées avec la direction de la CFDT. Donc, même si, sur certains points (nationalisations, Palestine, atlantisme), nos positions (et donc les possibilités d'action communes) sont à l'évidence plus proches de celles du PCF, nous devons continuer la confrontation avec les camarades du PS et développer toutes les possibilités de pratique commune qui la favoriseront — spécialement là où la nature locale du PS le permettra.

Tout aussi illusoire serait une solution d'extrême gauche du type de celles auxquelles nous ont habitué les organisations révolutionnaires patentées. Bien sûr, il ne faut pas négliger l'apport extrêmement important au point de vue idéologique, moyens de lutte etc.. de l'extrême gauche, et nous devons continuer à avoir des actions communes avec tous les militants et toutes les organisations qui le désirent. L'échec organisationnel complet de l'extrême-gauche et la crise que celle-ci traverse montrent que la construction du parti révolutionnaire par la fusion de différentes organisations d'extrême gauche n'est plus à l'ordre du jour. Et si certaines organisations ou militants de ces organisations veulent se regrouper dans le PSU, ce n'est possible que sur les bases actuelles politiques et organisationnelles du PSU. Il ne peut donc s'agir que d'adhésions individuelles.

Le principal danger serait que le PSU reprenne lui-même, et pour son propre compte, les erreurs dans lesquelles sont tombés nos camarades d'extrême gauche : priorité absolue des luttes, seules supposées révolutionnaires, par rapport à toutes les autres formes d'action politique, sous-estimation de l'intervention sur la scène politique institutionnelle, et en particulier les élections, considérées uniquement comme tribune d'explication, volonté de construire le syndicat révolutionnaire face à la CGT et à la CFDT réformistes, pratique de la fraction... On peut même se demander si ce danger n'apparaît pas en filigrane dans le projet d'institut proposé par les camarades de Besançon. Retomber dans ces errements serait aller à l'encontre même de la politique d'unité populaire que nous voulons mettre en œuvre. Celle-ci repose sur l'affirmation de notre part d'une stratégie autonome, mais aussi sur la prise en compte des organisations politiques et syndicales de gauche, de leurs stratégies et de la conscience des travailleurs, telles qu'elles sont et non pas telles que nous les souhaitons.

Le dépassement du PSU passe par sa capacité à être

partie intégrante du mouvement populaire et à lui offrir des perspectives.

Pour cela, il lui faut donc se renforcer, en en finissant avec une conception sectaire, activiste et initiatrice de notre organisation. Le PSU doit s'ouvrir à tous ceux et toutes celles qui, quelles que soient leurs possibilités militantes, sont en accord avec son projet. Cet effort permettra de mieux lier le PSU à la réalité sociale, et de dégager des moyens militants et financiers. Le recrutement doit être une des priorités de l'action des sections et fédérations.

Mais la nature de notre organisation est largement un obstacle à son développement : structures pas assez diversifiées, trop lourdes et trop propagandistes. Nous devons donc inventer des structures qui permettent :

- d'intervenir sur tous les terrains de la lutte des classes (groupes et secteurs),
- de coordonner l'action et de lui donner toute sa dimension politique (sections et régions),
- d'assurer le contrôle des militants sur l'orientation et les décisions (révocabilité des responsables, délégués des sections ou des fédérations dans les directions fédérales ou nationales),
- de promouvoir la prise en charge de responsabilités à tous les niveaux par les travailleurs,
- de permettre réellement aux militantes un accès aux responsabilités qui soit plus conforme à la place qu'elles occupent à la base du parti ;
- d'avoir des débats clairs et démocratiques (transformation de la procédure des congrès et conseils), abandon des mécanismes hérités d'une tradition social-démocrate.

Mais le renforcement du PSU n'est qu'un élément facilitant son dépassement. Il doit en même temps accentuer sa présence dans la lutte, son insertion dans l'unité populaire et sa capacité à donner des réponses à toute cette part du mouvement ouvrier qui cherche confusément un débouché révolutionnaire à ses luttes.

Cela suppose d'abord le renforcement de l'unité d'action avec toutes les forces populaires, la concrétisation de la pratique à la base dans des accords nationaux fixant non seulement des objectifs de lutte, mais des orientations plus larges, y compris électorales.

Dans son histoire récente, le PSU a posé cette question de la manière suivante : non à l'union de la gauche telle qu'elle s'incarnait dans le Programme commun, oui à l'unité populaire telle qu'elle s'affirmait dans les luttes. Se rendant bien compte de cette contradiction (le mouvement populaire voyait dans l'union de la gauche une issue) et essayant de la dépasser, le PSU a proposé, en novembre 1973, le pacte d'unité d'action anti-capitaliste permettant tout à la fois de développer la pratique révolutionnaire du PSU et d'affirmer l'unité d'action avec les forces réformistes face à l'adversaire commun, le capitalisme.

Pourtant, cette réponse n'est qu'un dépassement apparent, car elle ne pose la question ni de la stratégie électorale (unité ou autonomie), ni du gouvernement (participation ou non). Dans la première échéance concrète à laquelle nous avons été confrontés (les présidentielles), elles sont immédiatement apparues : le PSU a affirmé que le développement de l'unité populaire passait par l'unité électorale ; la défaite de la gauche n' a pas permis de donner réponse à la deuxième question.

Il faut donc nous interroger sur deux problèmes : l'unité d'action avec les réformistes sur des objectifs de lutte n'inclue-t-elle pas aussi l'unité électorale et gouvernementale ? Peut-elle se mener de pair avec le renforcement de la pratique révolutionnaire du parti ?

Pour notre part, nous pensons qu'il faut répondre que <si> la nécessité du développement de l'unité populaire implique l'unité d'action et l'unité électorale avec les forces réformistes, elle implique également la participation au gouvernement dans la mesure où les circonstances apparaîtraient favorables. Elle implique tout autant que le PSU et le courant qu'il représente développent leur intervention dans les luttes afin de renforcer leur poids dans l'unité conclue et développer leur autonomie. Ainsi, s'appuyant sur la dynamique sociale et essayant de l'accélérer, le PSU pourra lui permettre d'effectuer les mutations politiques nécessaires pour dépasser l'horizon borné du réformisme et s'engager dans la voie révolutionnaire.

En conséquence, le développement de l'unité populaire est indissolublement lié au renforcement de l'autonomie politique et pratique du PSU, et passe donc dans sa capacité, à partir du mouvement réel des forces sociales, à créer un mouvement large pour le contrôle et l'autogestion socialistes.

Il le fera d'abord par une intervention active dans les



luttons sociales, d'autant que la situation actuelle du capitalisme impose la priorité à la bataille sociale. Il faut offrir des axes de mobilisation, créer des moyens de coordination et des lieux de débat.

Il le fera aussi en rassemblant de la façon la plus large les forces intégrées dans ces luttes, en procédant à des confrontations et à des bilans. Ainsi, sur le terrain, pourra se forger le courant autogestionnaire qui apparaîtra comme le mieux à même de répondre aux questions politiques surgissant des luttes sociales. Cette pratique permettra, en outre, d'éviter la rupture avec les courants d'extrême-gauche, souvent inorganisés, qui peuvent apporter une force importante à l'unité populaire.

Ces confrontations devraient se faire sur un terrain plus large que les entreprises (quartiers, branches industrielles, régions), afin de permettre de poser en termes neufs la liaison cadre de vie travail - cadre de vie hors travail. Il sera possible de construire des axes

d'intervention unifiant ce qui est apparemment séparé, production et cadre de vie. Car la question est bien d'articuler les revendications sur l'emploi et les salaires avec celles sur les prix, les loyers, les conditions de vie etc.. afin de ne laisser aucune possibilité au capitalisme de récupérer ici ce qu'il concède là.

Ainsi seulement le PSU créera la possibilité de s'intégrer dans l'unité des organisations de gauche en disposant d'un poids politique plus grand, en évitant le risque tant de l'intégration que de la marginalisation.

André Barjonet (Secrétaire National), Guy David (SF 61), Jacques Galaup (SF 22), Pascal Gollet (RP, DPP), Gilbert Hercet (RP, DPP), Jean-Claude Hubi (95), Bernard Nectoux (44, DPP), Bertrand Verdier (Midi-Pyrénées, DPP)